

ENTRE la Société Nationale des Chemins de fer Français (désignée aux présentes par la "S.N.C.F."), représentée par M. Jean BOULEY, Directeur du Matériel, agissant en vertu d'une délégation permanente de M. Paul GENTIL, Directeur Général,

d'une part,

ET : M. JOLY Roland, 84-86, Boulevard Gambetta à Nogent-sur-Marne (Val de Marne),
et
M. VATTEONI Maurice, 25, rue de la Clairière Combs-la-Ville (Seine-et-Marne),

d'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

MM. JOLY Roland, Ingénieur Principal Adjoint, Département des Essais de la Direction du Matériel et VATTEONI Maurice, Inspecteur Divisionnaire, Département des Essais de la Direction du Matériel, sont les auteurs d'une invention relative à un "dispositif d'étalonnage de capteur de déplacement".

Cette invention, qui est en rapport avec le travail à la S.N.C.F. de MM. JOLY Roland et VATTEONI Maurice, et qui a été réalisée par eux grâce aux moyens techniques et aux ressources et facilités matérielles mises à leur disposition par leur employeur, a été reconnue présenter un intérêt pour le Chemin de fer.

En conséquence, il a été arrêté entre la S.N.C.F. et MM. JOLY et VATTEONI les conventions ci-après :

ARTICLE 1^{er}

L'invention susvisée sera brevetée en France (y compris tout territoire où les inventions brevetées en France demeureront protégées de plein droit du seul fait du brevet français), conjointement aux noms de la S.N.C.F. et de MM. JOLY et VATTEONI.

Elle a fait l'objet d'une demande de brevet en France déposée à la date du 23 avril 1975 sous le numéro 75.12.615.

ARTICLE 2

Chacun des cobrevetés aura personnellement et séparément la propriété, la libre disposition et la jouissance du brevet sous les conditions qui vont être déterminées aux présentes.

ARTICLE 3

Les frais de prise du brevet en France, ainsi que le versement des annuités, incomberont à la S.N.C.F., sans toutefois que la responsabilité de celle-ci puisse être engagée envers MM. JOLY et VATTEONI ou leurs ayants droit, si une annuité n'avait pas été payée en temps de droit.

MM. JOLY et VATTEONI pourront, d'ailleurs, s'assurer auprès de la S.N.C.F. de la régularité du versement des annuités.

ARTICLE 4

En ce qui concerne les brevets étrangers, ils seront pris conjointement aux noms de la S.N.C.F. et de MM. JOLY et VATTEONI et à la diligence de la S.N.C.F. Les droits et obligations des brevetés seront déterminés conformément aux dispositions du présent contrat en ce qu'elles ne seront pas contraires à la législation du pays où est requis le brevet.

Toutefois, la S.N.C.F. se réserve le droit de ne pas intervenir pour la prise de brevets dans des pays où elle ne jugerait pas nécessaire de protéger l'invention. En ce cas il appartiendrait à MM. JOLY et VATTEONI, s'ils l'estimaient utile, de demander eux-mêmes le brevet, à leurs noms seuls, à leurs frais exclusifs et sous leur propre responsabilité. Si, d'ailleurs, le brevet devait, en vertu de la réglementation d'un pays, être établi comme en France, conjointement aux noms de la S.N.C.F. et de MM. JOLY et VATTEONI, la S.N.C.F. pourrait alors exiger que le brevet étranger fût transféré aux noms seuls de MM. JOLY et VATTEONI et aux diligences et frais de ceux-ci.

Les territoires dans lesquels les inventions brevetées en France ne sont plus ou viendraient à ne plus être protégées de plein droit du seul fait du brevet français sont ou seront considérés comme des pays étrangers au sens du présent contrat.

ARTICLE 5

La S.N.C.F. et MM. JOLY et VATTEONI profiteront chacun de plein droit des additions, modifications, changements, perfectionnements apportés à l'invention par l'un des titulaires du brevet, même si ces additions, modifications, changements, perfectionnements sont brevetés au nom d'un seul

En outre, la S.N.C.F. et MM. JOLY et VATTEONI s'engagent, en cas de cession de la copropriété du brevet ou de concession de licence à un tiers, à exiger du cessionnaire ou du licencié que celui-ci réserve gratuitement à MM. JOLY et VATTEONI (en cas de cession du brevet ou de concession de licence par la S.N.C.F.) ou à la S.N.C.F. (en cas de cession du brevet ou de concession de licence par MM. JOLY et VATTEONI) le bénéfice des modifications et perfectionnements que le

cessionnaire ou le licencié pourrait apporter à l'invention. L'engagement du cessionnaire ou du licencié devra préciser que la S.N.C.F. ou MM. JOLY et VATTEONI auront la possibilité d'utiliser, pour leur usage personnel, le droit qui leur sera ainsi reconnu, soit en fabriquant eux-mêmes les objets perfectionnés, soit en les faisant fabriquer par un tiers.

ARTICLE 6

En vertu de leur droit de disposition et jouissance propres prévu à l'article 2, la S.N.C.F. et MM. JOLY et VATTEONI pourront chacun délivrer directement et à leur profit personnel, à tous tiers, tant sur la base du brevet français que sur celle des brevets étrangers, des licences, gratuites ou non, d'exploitation.

ARTICLE 7

Les licences et autorisations ainsi concédées par MM. JOLY et VATTEONI ne pourront, en aucun cas, être opposées ou préjudicier aux droits de la S.N.C.F. ou de ses licenciés, notamment en ce qui regarde l'exécution des marchés de travaux ou de fournitures passés par elle avec ses entrepreneurs.

ARTICLE 8

La S.N.C.F. aura, en tout temps, le droit d'abandonner le brevet en ce qui la concerne et de cesser en conséquence le paiement des annuités stipulé à l'article 3 (et à l'article 4). Toutefois, la faculté ainsi réservée à la S.N.C.F. sera subordonnée à la notification à MM. JOLY et VATTEONI d'un préavis minimum d'un mois, notification faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire avant l'échéance d'une annuité. Il appartiendra en pareil cas à MM. JOLY et VATTEONI, s'ils le désirent, d'assumer les charges du brevet et d'effectuer les paiements requis.

ARTICLE 9

Chacune des parties pourra, à ses frais, risques et périls, poursuivre un tiers en contrefaçon, sans d'ailleurs que la responsabilité des autres parties soit mise en jeu, celles-ci ayant seulement la faculté d'intervenir personnellement à l'instance si elles l'estiment utile.

Pour le cas où un tiers breveté poursuivrait en contrefaçon la S.N.C.F. et MM. JOLY et VATTEONI solidairement ou non, la S.N.C.F. se réserve la faculté d'assurer elle-même à frais communs et au mieux la direction de la défense des brevetés devant toutes juridictions, étant bien spécifié qu'en agissant ainsi dans l'intérêt commun, la S.N.C.F. n'entend nullement prendre de plein droit et seule la charge des indemnités, dommages-intérêts ou autres condamnations

pouvant être prononcés contre les cobrevetés.

Il est stipulé, en particulier, que si une condamnation intervenait en raison d'irrégularités ou d'infractions imputables à une seule des parties ou ses ayants droit, les autres brevetés n'auraient pas à en supporter les conséquences et qu'ils auraient en tant que de besoin un recours contre le breveté dont les agissements ont entraîné la condamnation.

ARTICLE 10

En matière de brevets étrangers, les dispositions de l'article précédent joueront lorsque le brevet sera pris conjointement.

ARTICLE 11

Si, à l'occasion des formalités relatives à une cession, une mutation après décès, une concession de licence ou une permission d'exploitation intéressant un seul breveté, il venait, malgré l'indépendance de droits stipulée à l'article 2, à être exigé par l'Administration d'un pays l'intervention des autres brevetés, MM. JOLY et VATTEONI, ou la S.N.C.F. selon les cas, donneraient tous agréments, autorisations et concours reconnus nécessaires pour une opération régulière mais, bien entendu, sans pour cela renoncer en quoi que ce soit à l'indépendance de droits susvisée.

ARTICLE 12

En vue, d'ailleurs, d'établir celle-ci vis-à-vis de tous tiers, les présentes seront inscrites au Registre national des Brevets tenu à l'Institut National de la Propriété Industrielle selon l'article 46 de la loi du 2 janvier 1968. Il pourra être procédé à cet effet soit par dépôt direct à l'Institut National, soit par dépôt au rang des minutes d'un notaire, une expédition authentique étant alors transmise à l'Institut National de la Propriété Industrielle aux fins de transcription.

En ce qui regarde les brevets étrangers, la publication du présent contrat sera obligatoirement effectuée par transcription aux Offices administratifs de brevets ou au moyen de toutes formalités réglementaires requises pour les brevets dans les pays en cause.

ARTICLE 13

En cas de contestations relatives à l'interprétation et l'exécution des présentes, il est, par une clause formelle de juridiction, attribué compétence aux Tribunaux de Paris.

ARTICLE 14

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes ou d'une expédition délivrée par un notaire à la suite d'un dépôt d'acte dans son étude, pour requérir et effectuer toutes formalités d'enregistrement, publication, dépôts et mentions partout et dans toutes administrations où besoin sera.

ARTICLE 15

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile savoir :

- pour MM. JOLY Roland : 84/86, Boulevard Gambetta à Nogent-sur-Marne (Val de Marne) ,
VATTEONI Maurice : 25^{1^{re}} rue de la Clairière à Combs-la-Ville (Seine-et-Marne),
- et pour la S.N.C.F. : à son siège social à Paris (9ème)
88, rue Saint-Lazare.

ARTICLE 16

Les frais éventuels de timbre et d'enregistrement du contrat sont à la charge de la S.N.C.F.

Fait à PARIS, en cinq originaux, le
Mil neuf cent soixante-quinze.

Il a approuvé

M. Watteoni

Il a et approuvé

Joly